

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté n° IC-25-092
imposant des prescriptions techniques complémentaires**

**Société TAKASAGO EPL
à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE**

**Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 1995 délivré à la société TAKASAGO EPL pour l'établissement qu'elle exploite au 23 avenue de la Mare, Parc d'activité des Béthunes sur le territoire de la commune de Saint-Ouen-l'Aumône ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 août 2006 actualisant le tableau de classement des installations ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11445 du 26 juin 2013 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° IC-21-055 du 7 juin 2021 imposant des prescriptions techniques complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-043 du 16 juin 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-25-076 du 17 juin 2025 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique du 23 juin 2025 au 7 juillet 2025 inclus sur la demande susvisée ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 3 août 2017 actant la fin de la surveillance pérenne de l'ensemble des substances visées par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2013 susvisé ;

Vu le courrier de l'exploitant du 31 mai 2022 sollicitant la mise à jour des prescriptions techniques d'exploitation de son installation ;

Vu l'étude des dangers mise à jour du site datée du 19 juillet 2022, complétée en dernier lieu le 2 décembre 2024 ;

Vu le porter à connaissance du 7 septembre 2023 par lequel la société TAKASAGO EPL informe le Préfet du Val-d'Oise de la modification du stockage de bouteilles de gaz, des palettes et à l'ajout d'une nouvelle cuve aérienne extérieure de stockage de produits en vrac d'un volume de 30 m³ ;

Vu le porter à connaissance du 8 février 2024 par lequel la société TAKASAGO EPL informe le Préfet du Val-d'Oise de la modification de son accès à la toiture ;

Vu le porter à connaissance du 19 mars 2024 par lequel la société TAKASAGO EPL informe le Préfet du Val-d'Oise de la construction d'un nouveau local sprinklage implanté dans une autre zone du site ;

Vu le porter à connaissance du 8 novembre 2024 par lequel la société TAKASAGO EPL informe le Préfet du Val-d'Oise de la modification de la zone de stockage de produits chimiques au niveau des cuves aériennes extérieures ;

Vu le porter à connaissance du 2 décembre 2024 par lequel la société TAKASAGO EPL informe le Préfet du Val-d'Oise de l'ajout de deux nouvelles rubriques sous le régime de la déclaration dans son classement administratif, suite à une modification de la classification de certains produits chimiques et à un accroissement de l'activité, et de l'augmentation du volume de solides inflammables stockés sur site ;

Vu la décision n° DRIEAT-UD95-003-2024 du 4 décembre 2024 dispensant la société TAKASAGO EPL de réaliser une évaluation environnementale en application des articles L. 122-1 et R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu le courriel du 18 mars 2025 adressant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'exploitant ;

Vu le courriel du pétitionnaire en date du 27 mars 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions techniques associées ;

Vu le rapport et les propositions du 2 avril 2025 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise ;

Vu le porter à connaissance du 21 avril 2025 par lequel la société TAKASAGO EPL informe le Préfet du Val-d'Oise de la demande d'augmentation du volume de produits dangereux stockable sur site au titre de la rubrique n°4511-2 ;

Vu le rapport du 3 juin 2025 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise ;

Vu la participation du public par voie électronique réalisée en application de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement du 23 juin 2025 au 7 juillet 2025 inclus ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu l'absence d'observations recueillies durant la période de participation du public par voie électronique ;

Considérant que la société TAKASAGO EPL est dûment autorisée à exploiter une installation de fabrication de concentrés de parfums sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE – 23, avenue de la Mare – Parc d'activité des Béthunes ;

Considérant que les modifications d'exploitation sollicitées par la société TAKASAGO EPL sont jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modifications a été dispensé, par la décision DRIEAT-UD95-003-2024 du 4 décembre 2024 susvisée, de la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Considérant que la mise à jour des prescriptions techniques applicables à l'installation est nécessaire ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Le classement des installations exploitées par la société TAKASAGO EPL sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE – 23, avenue de la Mare – Parc d'activité des Béthunes, est actualisé ainsi qu'il suit :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
4510-1	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	131 tonnes	A (SSB)
1450-1	<p>Solides inflammables (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t</p>	10 tonnes	A
1434-1b	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h</p> <p><i>(1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i></p>	50 m ³ /h	D
1436-2	<p>Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p> <p><i>(1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i></p>	160 tonnes	D

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
4120-2b	Toxicité aiguë catégorie 2 , pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	9 tonnes	D
4130-2b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	9 tonnes	D
4140-2b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	8,7 tonnes	D
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	172 tonnes	D

(*) A (autorisation), SSB (SEVESO seuil bas), D (Déclaration)

Article 2 : La société TAKASAGO EPL est tenue de respecter les prescriptions techniques annexées au présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE – 23, avenue de la Mare – Parc d'activité des Béthunes.

Article 3 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant est passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-7 et L. 173-1 et suivants du Code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 –95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

25 JUL. 2025

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale

Hélène GIRARDOT

ANNEXE

CHAPITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société TAKASAGO EPL (SIRET 31446627700048), dont le siège social est situé 12 rue Torricelli - 75017 PARIS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE, au 23 Avenue de la Mare - Parc d'activité Les Béthunes, les installations détaillées dans les articles suivants.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 27 800 m².

1.1.2 Modifications et suppression des actes antérieurs et de leurs prescriptions

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 15 mars 1995 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Les arrêtés préfectoraux complémentaires des 8 août 2006, 26 juin 2013 et 7 juin 2021 susvisés sont abrogés.

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières prévues au chapitre 6 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	131 tonnes	A (SSB)
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	10 tonnes	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
1434-1b	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h</p> <p><i>(1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i></p>	50 m ³ /h	D
1436-2	<p>Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p> <p><i>(1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i></p>	160 tonnes	D
4120-2b	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	9 tonnes	D
4130-2b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	9 tonnes	D
4140-2b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	8,7 tonnes	D
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	172 tonnes	D

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t		

(*) A (autorisation), SSB (SEVESO seuil bas), D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « **Seveso seuil bas** » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé.

L'établissement **est seuil bas par dépassement direct** d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement pour **la rubrique 4510** (Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation et dossiers complémentaires

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et actualisés par l'étude de dangers dans sa version du 2 décembre 2024 susvisée.

1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

La cessation d'activité est réalisée conformément aux articles R. 512-39 et suivants du Code de l'environnement.

1.5 Implantation

L'installation est implantée à une distance minimale de 15 mètres des limites de l'établissement.

1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- ☐ le dossier de demande d'autorisation initial,
- ☐ les plans tenus à jour,
- ☐ les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- ☐ les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- ☐ les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- ☐ tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2.1 Composés Organiques Volatils

L'exploitant transmet à l'inspection dans un délai de 3 mois à compter de la date de signature du présent arrêté le bilan de la consommation annuelle de solvants pour son installation.

Un plan de gestion des solvants est réalisé si la consommation annuelle de solvants est supérieure à une tonne, dans les conditions prévues par l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Ce plan de gestion des solvants est transmis dans un délai de 9 mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

CHAPITRE 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau public	Saint-Ouen L'Aumône	5000

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux usées industrielles,
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Les eaux industrielles, utilisées pour nettoyer les cuves, sont pré-traitées par une station de détoxification avant rejet au réseau public des eaux usées.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Localisation	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
N°EU 1	Branchement public eaux usées avenue du Fond de Vaux	Eaux usées industrielles	Réseau public eaux usées après prétraitement dans	Station d'épuration urbaine de Neuville-sur-Oise, (Code	Autorisation de déversement

			la station de détoxication	Sandre : 039545001000) puis Oise	
N°EU 2	Branchement public eaux usées avenue de la Mare	Eaux usées assimilées domestiques (sanitaires)	Réseau public eaux usées	Station d'épuration urbaine de Neuville- sur-Oise, (Code Sandre : 039545001000) puis Oise	Autorisation de déversement
N°EP 1	Branchement public eaux pluviales avenue de la Mare	Eaux pluviales	Réseau public eaux pluviales après prétraitement (séparateur hydrocarbures)	Oise	Réseau eaux pluviales

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°EU 1 (eaux industrielles) :

- Température maximale : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Débit maximal journalier 15 m³/j
- Débit moyen journalier 8 m³/j

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (*)	Flux maximal journalier
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	3 000 mg/L	45 kg/j
Demande biologique en oxygène sur 5 jours (DBO5)	1313	800 mg/L	12 kg/j
Azote Global (exprimé en N)	1551	150 mg/L	2,25 kg/j
Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335	120 mg/L (ou 80 % de NGL)	1,8 kg/j
Phosphore Total (exprimé en P)	1350	50 mg/L	0,75 kg/j
Matières en suspension (MES)	1305	600 mg/L	9 kg/j
Indices hydrocarbures	7007	20 mg/L	0,3 kg/j
Substances extractibles à l'hexane (Graisses)	7464	150 mg/L	2,25 kg/j
Chlorures (Cl ⁻)	1337	500 mg/L	7,5 kg/j
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	1338	400 mg/L	6 kg/j
Agents de surface anioniques, cationiques et non ioniques	1444 1933 1443	40 mg/L	0,6 kg/j

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Le relevé des prélèvements d'eau est réalisé conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Point de rejet	Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Fréquence de suivi par l'exploitant	Fréquence de suivi par un laboratoire agréé	
	Substances extractibles à l'hexane (Graisses)	7464	Ponctuel	/	Annuelle	
	Chlorures (Cl ⁻)	1337				
	Sulfates (SO ₄ ²⁻)	1338				
	Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335				
	Agents de surface anioniques, cationiques et non ioniques	1444 1933 1443				
	Débit journalier	/	24 h asservi au débit	En continu	Trimestrielle	
	Ph	1302				
	Température (°C)	1301				
	Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	Ponctuel	/		
	Demande biologique en oxygène sur 5 jours (DBO5)	1313				
	Azote Global (NGL)	1551				
	Phosphore Total (PT)	1350				
	Matières en suspension (MES)	1305				
	Indices hydrocarbures	7007				

CHAPITRE 4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Limitation des niveaux de bruit

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé s'applique à l'installation.

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, sont limités à 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence peut être effectuée sur demande de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

La conception des installations est conforme aux éléments indiqués dans l'étude des dangers du site.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

5.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Les barrières de sécurité et les mesures de maîtrise des risques sont mises en place et entretenues conformément à l'étude des dangers du site.

5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, conformément à l'étude des dangers du site.

CHAPITRE 6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Prévention et gestion des déchets

La gestion des déchets sur site est réalisée conformément aux éléments indiqués dans l'étude des dangers du site.

6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20 01 01	papier et carton
Déchets dangereux	07 01 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
	07 01 04*	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
	07 06 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
	07 07 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
	13 05 06*	hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
	14 06 03*	autres solvants et mélanges de solvants
	15 01 10*	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
	15 02 02*	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
	16 02 13*	équipements mis au rebut contenant des composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12
	16 03 05*	déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses
	16 05 06*	produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire

6.3 Limitation du stockage de déchets sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités indiquées dans l'étude des dangers du site.

CHAPITRE 7 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

7.1 Aménagement de l'article 2.4.2 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 susvisé

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.2 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les installations situées dans un local partiellement ou totalement clos présentent des murs et planchers hauts conformes aux dispositions constructives détaillées dans l'étude des dangers du site. Ces locaux sont équipés d'au moins deux portes EI 120 à fermeture permanente ou comprenant un dispositif ferme-porte automatique ; ces portes visant à éviter la propagation des effets du sinistre éventuel sont munies d'un système d'ouverture antipanique visant à assurer l'évacuation rapide des personnes.

Ces portes, d'une largeur minimale de 0,8 mètre, sont situées en des endroits tels que leur efficacité et leur accessibilité soient maximales au regard des risques potentiels ; leur accès est maintenu dégagé sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre de l'axe médian des portes. »

7.2 Aménagement des articles 2.4.1, 2.4.2 et 2.4.3 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 susvisé

En lieu et place des dispositions des articles 2.4.1, 2.4.2 et 2.4.3 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les locaux abritant des installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales détaillées dans l'étude des dangers du site, et notamment pour le bâtiment « production » :

- un mur de séparation avec les locaux administratifs REI 120 dépassant en toiture, équipé de portes et fermetures résistantes au feu EI 120 (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 ;
- un mur de séparation avec le bâtiment « magasin » REI 120 dépassant en toiture, équipé de portes et fermetures résistantes au feu EI 120 (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. »

7.3 Aménagement de l'article 2.4.4 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 susvisé

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.4 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les locaux et bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commande automatique et/ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m², sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local et du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage, ou la cellule à désenfumer dans le cas de bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés après le 31 décembre 2006, date de la fin de la période de transition du marquage CE et des normes françaises pour ces matériels, présentent les caractéristiques suivantes, en référence à la norme NF EN 12101-2b :

- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonctions sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T0 (0 °C) ;
- classe d'exposition à la chaleur HE 300 (300 °C).

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées cellule par cellule. »

7.4 Aménagement de l'article 6.2.e) de l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 susvisé

En lieu et place des dispositions de l'article 6.2.e) de l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 susvisé, de l'article 6.1.1 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 susvisé, de l'article 6.2 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 susvisé et de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et, si besoin, ventilés. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :

HAUTEUR D'EMISSION (en mètres)	DÉBIT D'ODEUR (en m ³ /h)
0	1 000 × 10 ³
5	3 600 × 10 ³
10	21 000 × 10 ³
20	180 000 × 10 ³

30	$720\,000 \times 10^3$
50	$3\,600 \times 10^6$
80	$18\,000 \times 10^6$
100	$36\,000 \times 10^6$

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception. »

7.5 Aménagement de l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 susvisé

En lieu et place des dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. »

Le matériel d'intervention doit comprendre au minimum des gants.

Conformément aux éléments détaillés dans l'étude des dangers du site, le personnel n'intervient pas en cas de sinistre. De ce fait, la présence d'appareil respiratoire isolant (air ou O₂) est facultative. »

7.6 Aménagement de l'article 2.4 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 susvisé

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu conformément à l'étude des dangers du site. »